

Manifeste pour le Monde d'après

Dossier de présentation

Sommaire

Editorial	p. 3
Le Cercle Orion	p. 4-5
I. Equipe	p. 4
II. Pôles d'études et programmes	p. 4
III. Evènements	p. 5
Manifeste pour le Monde d'après	p. 5-8
I. Les origines	p. 5
II. Le Manifeste en chiffres	p. 5
III. Notre ambition	p. 5-6
IV. Notre méthode	p. 6-7
V. Les contributeurs	p. 7
VI. Les prochaines étapes	p. 7-8
Nos propositions phares	p. 8-11
I. Politique	p. 8
II. Social	p. 8
III. Egalité hommes-femmes	p. 8
IV. Santé	p. 9
V. Environnement	p. 9
VI. Economie	p. 9
VII. Géopolitique et Mondialisation	p. 9-10
VIII. Europe	p. 10
IX. Sens, philosophie et culture	p. 10
X. Management	p. 10
XI. Droit	p. 10
XII. Finance	p. 11
XIII. Entrepreneuriat	p. 11
XIV. Tech et digital	p. 11
Nos parrains	p. 11-13
Nos partenaires	p. 14
Contact	p. 14

Editorial

« Il est de notre pouvoir de changer le monde. Chaque génération possède le droit inaliénable de refaire la société qui l'a vu naître, aucun héritage intangible ne saurait prévaloir sur sa volonté » Thomas Paine

Nous faisons face à une crise sanitaire du Covid-19 qui fera date dans l'histoire et qui actualise plus que jamais la plume de cet intellectuel qui s'est particulièrement engagé en faveur de la liberté. Cette crise est le reflet de profonds dysfonctionnements structurels et appelle à une refonte profonde de nos sociétés. Un nouveau paradigme doit émerger, orienté vers plus de durabilité, de soutenabilité de la croissance, de justice sociale, de protection des biens communs et de réduction des inégalités.

Cette crise, la plus grave depuis la Seconde Guerre Mondiale, oblige à réinventer de fond en comble notre contrat social et remet en question toutes nos certitudes. Toutes les générations ont une responsabilité pour participer au « *Monde d'après* » mais parmi ces dernières, les jeunes sont en première ligne. Avec audace et humilité, ils doivent s'extraire des idéologies et des dogmes afin d'être des acteurs qui prennent leur place dans la construction du monde de demain qu'ils auront à gérer. La notion de sens est essentielle pour les jeunes générations. L'impact sur la société et le sentiment de servir des causes qui dépassent l'échelle individuelle sont aujourd'hui à encourager. La philosophie, les arts et la culture sont indispensables pour la construction individuelle et l'émancipation de tous. La crise impose aussi de repenser la hiérarchie de valeurs telles qu'elles sont établies depuis des années.

Au Cercle Orion, nous avons très vite pris conscience des limites de notre modèle basé sur le productivisme en interrogeant les limites de la mondialisation et du capitalisme. Nous avons toujours défendu une juste régulation de l'ordre international en plaçant le droit au cœur du système global. L'épidémie actuelle nous donne raison et renforce le bienfondé de notre projet.

C'est dans ce contexte qu'est née l'idée de rédaction du « *Manifeste pour le Monde d'après* ». Depuis mi-mars, plus de 200 contributeurs, membres du Cercle Orion, jeunes diplômés d'HEC Paris et Sciences Po ont répondu à mon appel pour analyser la crise actuelle et prendre part aux grands chantiers de la reconstruction afin d'être sources de propositions pour l'avenir. Plus de trois mois de travail et de réflexions pour penser l'après-crise et nous projeter dans un monde meilleur. Et ce, sans utopie, mais avec pragmatisme et espoir. Au Cercle Orion, nous avons vite pris conscience que les défis de l'époque allaient impliquer un engagement fort au niveau individuel et collectif pour se hisser à la hauteur des enjeux. Il est de la responsabilité de la jeune génération de participer à cet élan.

Nous vivons un changement structurel profond qui nécessitera beaucoup d'introspection afin de changer en profondeur nos logiciels collectifs. A chaque crise ses opportunités. Si cette crise était l'élément déclencheur de ce changement de paradigme global, alors nous osons penser qu'elle sera perçue à l'avenir comme ayant été un mal nécessaire pour un bien commun supérieur et pour un monde meilleur. Le Cercle Orion répondra à l'appel pour prendre part à ses nouveaux défis et à la réinventer, convaincu comme Georges Bernanos que « *c'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le reste du monde à la température normale* » et que « *lorsqu'elle se refroidit, le reste du monde claque des dents* ».

Alexandre Mancino, Président du Cercle Orion

Le Cercle Orion

Fondé en 2017 par Alexandre Mancino, le Cercle Orion est un club de réflexion, un espace privilégié d'échanges et de débats sur les enjeux de notre temps à travers l'organisation d'événements, la publication de travaux de réflexion et la formulation de propositions concrètes.

Le Cercle est également un lieu de rencontre où se rassemblent étudiants et jeunes professionnels engagés qui souhaitent comprendre le monde pour y apporter leur contribution et le transformer

Site internet : www.cercleorion.com

I. Equipe



Alexandre Mancino
Président et Fondateur



Alexis Pellier
Secrétaire Général



Laurence Loumes
Vice-Présidente



Emmanuel Benamou
Directeur des études



Arnaud Benezeth
Responsable Partenariats & Sponsoring



Arnaud Jacquier
Directeur de la communication et des relations publiques

II. Pôles d'études et programmes

- 3 thématiques
 - Mondialisation
 - Digital
 - Environnement
- Pôle droit
- Incubateur

III. Evènements

Le Cercle Orion organise régulièrement des conférences et des dîners-débats autour de personnalités du monde politique, économique et social. Ces moments sont l'occasion d'échanges et de rencontres autour de sujets d'actualité.

Manifeste pour le Monde d'après

I. Les origines

La crise sanitaire, économique et politique due à diffusion planétaire du Covid-19 a plongé de nombreux pays dans l'abîme et l'urgence, employant des moyens exceptionnels pour combattre un phénomène exceptionnel. De ce fait, la crise et sa gestion soulèvent également de nombreuses questions, soulignant les contradictions, les fragilités et les absences mais aussi les forces de notre système politique, économique et social. Convaincu que ces incertitudes peuvent être transformées en opportunités et que les nouvelles générations ont pour devoir de se saisir de leur avenir, Alexandre Mancino, fondateur du Cercle Orion, a lancé un appel le 29 mars 2020 pour rédiger un *Manifeste pour le Monde d'après*, afin de contribuer au débat d'idées qui ne manquera pas d'émerger une fois l'urgence passée. Plus que jamais dans l'histoire récente, la crise a montré la fragilité de millions de personnes vers lesquelles une main doit être tendue pour dessiner ensemble un futur désirable, prospère, juste et durable.

II. Le Manifeste en chiffres

- 200 contributeurs
- 14 thématiques
- Plus de 150 propositions
- 11 parrains apportant leur soutien
- 4 conférences en ligne rassemblant plus de 100 participants dont :
 - « La reconfiguration de la puissance à l'ère du Covid-19 » avec Bertrand Badie, Professeur émérite à Sciences Po Paris.
 - « Les institutions face à la crise » avec Bernard Stirn, ex-Président de la section du contentieux du Conseil d'État.
 - « Crise et prospective » avec Florent Parmentier, Secrétaire général du CEVIPOF.
 - « L'économie inclusive » avec Bénédicte Faivre-Tavignot, Professeure affiliée à HEC Paris.

III. Notre ambition

Le *Manifeste pour le Monde d'après* est né de la volonté de rassembler un collectif intergénérationnel de femmes et d'hommes engagés, aux parcours variés, ayant un intérêt ou une

expertise sur un ou plusieurs sujets en particulier, pour réfléchir à la situation actuelle et à ses conséquences pour l'avenir. A l'aube d'une nouvelle décennie, il est essentiel de dessiner une troisième voie, entre souverainisme et mondialisme, entre socialisme et libéralisme, et de trouver un équilibre à la fois pragmatique et audacieux pour relever les grands défis auxquels nous devons faire face. Ensemble, nous souhaitons influencer le débat public et apporter une contribution citoyenne à la reconstruction du monde d'après. Nous souhaitons que les travaux de ce collectif entraînent nos concitoyens dans leur sillage et mobilisent les jeunes générations dans la construction d'un futur désirable.

IV. Notre méthode

Les travaux du *Manifeste pour le Monde d'après* se sont fondés sur une méthode rigoureuse, scientifique et universitaire. La rigueur de cette démarche cartésienne a ensuite été inspirée par la fraîcheur des raisonnements des membres. La force du *Manifeste* repose sur la rupture proposée par les analyses de nos contributeurs. Ainsi, loin du conformisme auquel le projet aurait pu – par facilité – céder, nous avons eu à cœur de mélanger les approches, et croiser les regards, pour produire dans ce long document un paradigme propre à notre génération, à l'esprit du Cercle Orion et à nos participants. Par exemple, nous désirions explorer des champs originaux, qu'une analyse superficielle et orthodoxe nous aurait empêchés de percevoir.

Pour parvenir à réaliser ce *Manifeste*, nos 200 contributeurs ont été répartis au sein de 14 groupes, chacun chargé de l'élaboration du papier pour une thématique déterminée ; la diversité de ces groupes souligne l'attachement du Cercle Orion à traiter d'une multitude de thématiques, afin de percevoir de façon transversale la complexité de notre temps et de ses enjeux. En ce sens, et dans une visée pluridisciplinaire, nous avons constitué des groupes « Politique » ou « Social », autant que des groupes « Tech » et « Droit ». La force de ces analyses croisées résidait dans la grande liberté accordée aux membres, participant souvent à plusieurs groupes thématiques, et libres de réfléchir sans cloison aucune, pour faire avancer les débats internes. Cette circulation des idées et des membres a été propice à dégager des idées synergiques tout à fait bénéfiques pour l'avancement du *Manifeste*.

La force de notre projet se situe dans la grande diversité des membres qu'une ambition commune est parvenue à rassembler. Un certain nombre de nos contributeurs provenait de formations françaises exigeantes, mais différentes : beaucoup d'élèves ou d'anciens de Sciences Po, d'HEC, ou d'écoles d'ingénieurs ont participé activement aux travaux. La conjugaison de méthodes de travail diverses, propres au domaine des sciences humaines, commerciales, ou dures, n'a fait que renforcer la richesse de nos analyses. Aussi, certains de nos contributeurs provenaient d'univers professionnels complètement différents : les milieux culturels, des écoles d'art, au journalisme, en passant par le cinéma, chaque artisan au profit de la vie de la cité était mobilisé au sein de ce projet coopératif et participatif, rassemblant les bonnes volontés de tous.

Nous avons été attachés à nous entourer de personnalités diverses et inspirantes, convaincus que chaque individualité était une richesse supplémentaire. En particulier, l'unicité du *Manifeste* repose sur les écarts générationnels rassemblant les membres.

Nous souhaitons fonder notre projet sur des assises solides et incontestables, permettant de postuler le *Monde d'après*. Cette première étape essentielle constituait le constat du *manifeste*, qui en occupe

aujourd'hui la moitié. Nous sommes persuadés que cette étape fondamentale a permis d'identifier les points saillants de notre travail de recherche. La découverte de ces enjeux notables a guidé l'ensemble de nos raisonnements. Cet exercice a délimité nos premières recherches, et l'appréhension de nouvelles sources. Il s'agissait en somme d'imaginer les frontières du projet, tout en retirant l'essence de ces inspirations pour nourrir le cœur du projet.

La qualité des travaux a été garantie par la richesse et la pertinence des sources utilisées. Nous avons eu à cœur d'utiliser des sources nationales, gouvernementales, ou parlementaires, et faisant aussi confiance aux rapports produits par le corps associatif. Les organisations internationales, de coopération ou d'intégration, l'OCDE, l'ONU ou l'Union européenne ont inspiré beaucoup de nos idées. Les trois webinaires auxquels nos membres ont assisté ont nourri la réflexion de nos contributeurs : les prises de parole de Bertrand Badie, Bernard Stirn, et Bénédicte Faivre-Tavignot nous ont fourni des clés essentielles.

Les recommandations que nous avons formulées après la fourniture du constat ont mobilisé plus que jamais l'imagination et les ambitions de chacun, afin d'esquisser la société de demain dont nous rêvons. Une difficulté majeure s'est interposée sur notre cheminement, mais nous l'avons dépassée ensemble. Il s'agissait d'aller au-delà de l'opposition binaire entre deux projections antinomiques et stériles : souhaitions-nous créer un rapport technique, présentant peu de différences avec les travaux quotidiens des administrations, ou alors préférons-nous concevoir des propositions ampoulées et sans assise concrète ? Nous nous sommes engagés dans une troisième voie, propre à l'esprit et à l'originalité du *Manifeste*. Nous avons choisi de créer, et d'imaginer nos aspirations, en tentant de les concrétiser. Mais il ne s'agissait en aucun cas d'un exercice scolaire, répondant à des exigences formelles. Il n'empêche que la qualité de nos productions a été garantie par la synergie de nos aspirations commune pour le *Monde d'après*.

Nous avons été très attachés à l'horizontalité du *Manifeste* : une des orientations a été de promouvoir le débat, la discussion et le consensus afin de parvenir à des solutions qui soient les plus originales et les plus pertinentes.

Cela a aussi été permis par la coordination des quatorze groupes thématiques. Ce travail a été rendu encore plus efficace par la rotation qu'ont effectuée les coordinateurs, et le travail de fond réalisé par les rapporteurs. Au fond, c'est une prouesse managériale, et numérique que le *Manifeste* a démontrée au cours de ces trois mois. Nous avons réussi à rassembler plus de 200 personnes qui ne se connaissaient pas, mais tous animés de la même volonté. Ceux-là ont apporté leur pierre à l'édifice du *Manifeste*.

V. Les contributeurs

Les femmes et les hommes qui se sont engagés avec nous dans cette aventure ont insufflé leur énergie, leur passion et leur force de réflexion dans le *Manifeste* pour lui permettre d'avoir le plus grand écho possible. Notre collectif rassemble des profils et des générations variées, de l'étudiant au professionnel expérimenté, dont les domaines d'expertise et les expériences couvrent les sujets que nous avons abordés. Le *Manifeste* n'existerait pas sans ces volontaires qui ont débattu, discuté et échangé pendant de nombreux mois pour arriver ensemble à un consensus sur des questions complexes tout en dépassant leur thématique de prédilection et en s'investissant dans la réussite du projet commun.

VI. Les prochaines étapes

Au terme d'un travail de longue haleine pour élaborer des constats pertinents et faire des propositions audacieuses et pragmatiques pour rebondir et répondre à la situation actuelle, l'enjeu est désormais de porter puis de dépasser le *Manifeste pour le Monde d'après*. Une soirée d'été, un évènement interne de clôture, aura lieu le 3 juillet 2020 afin de revenir sur l'expérience individuelle et collective des participants au projet, et de mieux se projeter vers l'après. Le 10 juillet 2020, le Cercle Orion organisera un évènement virtuel avec AviaMediaTech, son partenaire stratégique, afin d'échanger, de discuter et de débattre du *Manifeste pour le Monde d'après* avec un public international. Par la suite, les mois d'été seront employés à la mise en forme finale du *Manifeste* pour une parution complète attendue en septembre. Nos propositions seront diffusées et portées jusqu'au sommet du U7 en novembre 2020. L'heure est désormais au dépassement du projet, au maintien de la dynamique et à sa pérennisation sur du long terme en passant à l'action.

Nos propositions phares

Le *Manifeste pour le Monde d'après* est un exercice intellectuel et de projection. Nous avons montré qu'un nouveau paradigme, orienté vers davantage de durabilité, de croissance nouvelle et soutenable, et vers une lutte affirmée contre toutes les inégalités devait émerger. Ce nouveau modèle réagit aux dysfonctionnements que la crise a démontrés, tant dans notre organisation politique, qu'économique ou sociale.

Nos propositions s'inscrivent résolument dans la perspective du Cercle Orion : social-libéralisme, progressisme, et attachement à l'idée européenne.

I. Politique

Notre système politique souffre d'une crise profonde affectant la confiance que les citoyens lui portent et son efficacité. Nous devons donc repenser l'administration de la Cité. Il faut par exemple revoir l'efficacité de nos scrutins, en promouvant le scrutin proportionnel plurinominal à prime majoritaire. Nous avons pensé à faciliter la procédure du référendum d'initiative partagée, en abaissant le nombre de signatures nécessaires à son déclenchement. La crise appelle aussi à une nouvelle organisation territoriale, en lançant un nouvel acte de décentralisation et de déconcentration.

II. Social

Une politique sociale de redistribution de la richesse est nécessaire avec une fiscalité juste et plus redistributive mais non confiscatoire. L'équité doit être privilégiée sur l'égalitarisme. Nos modes de production doivent prendre en compte le capital humain et les instruments de mesure de richesse (PIB) doivent évoluer pour prendre en compte les variables humaines. Le travail doit être remis en avant et considéré comme vecteur d'émancipation individuelle. Nous devons considérer l'éducation comme le meilleur moyen de lutter contre les inégalités, et ce dès le plus jeune âge. Nous devons reconnaître la

fragilité des plus vulnérables, et rester attentifs aux besoins de chacun dans une société du bien-être mutuel et de l'attention. L'État-Providence devra s'attacher aux trajectoires de chacun et davantage agir en amont, pour s'échapper d'une logique statique, peu efficace et coûteuse. Nous devons être attentifs aux répercussions des transitions numérique et écologiques sur notre harmonie sociale, et nous adapter.

III. Égalité hommes-femmes

Bien que l'égalité entre les femmes et les hommes a été érigée en grande cause quinquennale par le Président de la République, les femmes souffrent toujours de nombreuses inégalités et injustices, en particulier sur le marché professionnel. Nous souhaitons par exemple prendre davantage en compte les biais digitaux dans les processus de sélection. À propos du droit des femmes à disposer librement de leur corps, nous pensons supprimer la clause de conscience spécifique à l'avortement. Enfin, nous voulons agir pour ne plus évoluer au sein d'une société de violence.

IV. Santé

Nous avons souhaité réaffirmer que la santé et ses services doivent demeurer hors des lois du marché. Nous avons imaginé une réinvention de l'État-Providence, qui s'adapte aux besoins des citoyens qu'il doit protéger. L'intervention de l'État doit être encouragée et orienter notre système de santé vers une recherche efficace, à même de prévenir les maux qui pourraient nous affecter, dans une logique souveraine.

V. Environnement

La protection de l'environnement doit devenir un des déterminants de l'action publique, mais aussi de l'initiative privée et individuelle. Le respect de l'environnement et la préservation des ressources naturelles doivent imprégner notre éthique de vie et d'engagement. Il est nécessaire et essentiel qu'un nouveau paradigme environnemental émerge. Nous devons encourager à toutes les échelles la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE), qui doit devenir la norme pour les politiques entrepreneuriales. Chacun doit pouvoir lutter contre le réchauffement climatique, et s'adapter à ses contraintes.

VI. Economie

Le capitalisme libéral a eu des bienfaits incontestés, de même que la mondialisation. Cependant, les dérives de ce système ont conduit à alourdir les inégalités et à se désengager des biens communs qui doivent rester hors du marché comme la santé ou l'éducation. Une régulation de la mondialisation s'impose en repensant nos chaînes de valeurs, nos interdépendances et notre souveraineté. La libéralisation du marché du travail mêlée à l'émancipation individuelle doit s'accompagner de politiques publiques d'accompagnement des plus fragiles.

VII. Géopolitique et Mondialisation

La recomposition de la puissance exige de repenser l'Europe en la dotant d'un pouvoir de frappe politique capable de contrecarrer l'émergence de la Chine et des Etats-Unis. La mondialisation nécessite plus de régulation internationale, une gouvernance mondiale efficace, basée sur de la solidarité. Le multilatéralisme est nécessaire pour le *Monde d'après* en instaurant davantage de coopération interétatique. Le protectionnisme doit être banni mais du « précautionnisme » (sanitaire, normatif etc.) doit être instauré. Les relocalisations en Europe et en France d'un certain nombre de secteurs stratégiques sont nécessaires.

VIII. Europe

L'Europe est la seule échelle géographique crédible pour peser face aux Etats-Unis ou la Chine. Elle doit s'affirmer politiquement et ne pas demeurer un simple marché économique. Une intégration orientée vers une plus grande solidarité entre Etats membres est nécessaire et elle doit se doter d'institutions plus proches des citoyens, plus démocratiques et moins bureaucratiques. Le projet européen, en tant que puissance est à développer, de même que la souveraineté du Vieux Continent qui est à construire pour peser dans le renouvellement de la puissance. L'Europe à deux vitesses doit être assumée pour renforcer le projet fédéral tout en gardant les particularismes nationaux. La promotion des droits de l'Homme et des libertés fondamentales fait partie de son ADN le plus précieux.

IX. Sens, philosophie et culture

La notion de sens est essentielle pour les jeunes générations. L'impact sur la société et le sentiment de servir des causes qui dépassent l'échelle individuelle sont aujourd'hui à encourager. La philosophie, les arts et la culture sont indispensables pour la construction individuelle et l'émancipation de tous. La crise impose aussi de repenser la hiérarchie de valeurs telles qu'elles sont établies depuis des années.

X. Management

Les modes d'organisation du travail doivent s'adapter aux nouvelles réalités et aux attentes des salariés. L'entreprise peut contribuer à changer le monde. Sa raison d'être doit ainsi être orientée vers toutes les parties prenantes et non plus seulement vers les actionnaires. L'entreprise peut aussi défendre le bien commun et redéfinir son rôle dans la société en tant qu'acteur à part entière dans la création de valeur financière mais aussi humaine et impactant la société.

XI. Droit

Le droit régule la société et permet une coexistence pacifique des acteurs. L'Etat de droit est à défendre quotidiennement avec les valeurs démocratiques. Les libertés fondamentales et la défense des droits de l'Homme sont une priorité non négociable et inaltérable. Le droit canalise les énergies pour promouvoir

un ensemble social qui vit ensemble en respectant des normes acceptées par tous. Le droit doit néanmoins s'adapter aux évolutions de la société. Même s'il est une fin en soi à beaucoup d'égards, la réflexion consistant à le considérer comme moyen au service d'une cause économique ou d'une efficience administrative doit être considérée.

XII. Finance

La finance internationale est nécessaire à l'économie. La crise de 2007 a néanmoins révélé ses failles dues à la dérégulation. C'est pourquoi, outre une juste régulation, c'est la finalité de la finance qui doit être réorientée vers le bien commun. Les interactions entre finance et environnement font légion. La finance durable, obligations vertes, fonds d'investissement dédiés à la transition écologique sont nécessaires. Une finance responsable mieux orientée vers le bien commun s'impose.

XIII. Entrepreneuriat

La French tech doit être encouragée afin de promouvoir l'innovation et encourager les investissements dans les start-ups. L'écosystème doit être favorable aux entrepreneurs à travers une régulation souple, une fiscalité allégée et des politiques publiques attractives pour attirer les talents du monde entier.

XIV. Tech et digital

La transition numérique impose une redéfinition complète des processus internes des entreprises. Les mutations digitales révolutionnent les pratiques et nécessitent de repenser les formes de travail. Une régulation des algorithmes, de l'intelligence artificielle et du big data est nécessaire pour accompagner cette transformation. L'Europe doit inventer une souveraineté numérique pour lutter contre la Chine et les Etats-Unis.

Nos parrains

Laurent Fabius, Président du Conseil constitutionnel

Diplômé de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, de Sciences Po Paris et de l'École nationale d'administration, Laurent Fabius est d'abord auditeur au Conseil d'État. Engagé au Parti socialiste, il devient en 1984 le plus jeune Premier ministre français. Président de l'Assemblée nationale, député à de nombreuses reprises, et ministre, notamment des Affaires étrangères, en 2012, il devient président du Conseil constitutionnel en 2016.

Mireille Delmas-Marty, Académie des sciences morales et politiques

Mireille Delmas Marty est docteur en droit, et agrégée de droit privé et de sciences criminelles. Elle a enseigné dans plusieurs universités françaises, notamment Paris-I Sorbonne ou Paris-XI Saclay. Elle a été

titulaire de la chaire Études juridiques et internationalisation du droit du Collège de France, entre 2002 et 2011. Mme Delmas-Marty a assumé des responsabilités d'expertises, lors de la réforme constitutionnelle de 1992, ou la révision du code pénal en 1981. Elle est aujourd'hui membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Bernard Stirn, ex-Président de la section contentieux du Conseil d'État

Bernard Stirn est diplômé de Sciences Po Paris et de l'École nationale d'administration. Il devient auditeur au Conseil d'État en 1976, puis est nommé commissaire du gouvernement. Il est nommé conseiller d'État en 1992, et est secrétaire général de la vénérable institution du Palais Royal entre 1991 et 1995. Il est, entre 2006 et 2018 président de la section du contentieux du Conseil d'État. Il devient membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 2019.

Bertrand Badré, ex-Directeur général de la Banque mondiale

Bertrand Badré est un ancien élève de HEC Paris, Sciences Po et l'ÉNA, dont il sort à l'Inspection générale des finances (IGF). Après un passage dans le secteur public, il travaille pour la banque d'affaires Lazard Frères, puis rejoint le cabinet du président Chirac, et sa cellule diplomatique. En 2013, il devient directeur général de la Banque mondiale. Il oriente son mandat vers les préoccupations environnementales et durables. Il est aujourd'hui à la tête d'un fonds d'investissement alliant performance économique et impact durable.

Bertrand Badie, Expert en relations internationales

Bertrand Badie est un universitaire spécialiste des relations internationales. Il est diplômé de Sciences Po Paris, de l'INALCO, et de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Il est agrégé de sciences politiques et docteur en sciences politiques. Ses travaux portent sur l'irruption des sociétés dans le cours des relations internationales, ou sur l'évolution du concept de puissance, notamment dans *L'impuissance de la puissance* (2004). Il est aujourd'hui chercheur au Centres de relations internationales de Sciences Po (CERI).

Florent Parmentier, Secrétaire général du CEVIPOF

Florent Parmentier est diplômé de Sciences Po, et docteur en science politique, après des recherches menées sur la politique européenne de voisinage. Il est spécialiste de l'Europe orientale, en témoigne son ouvrage publié en 2014 aux Presses de Sciences Po *Les chemins de l'État de droit. La voie étroite des pays entre Europe et Russie*. Il est depuis décembre 2019 secrétaire général du CEVIPOF, le centre de recherches politiques de Sciences Po. En parallèle, il enseigne la prospective à l'école d'affaires publiques de Sciences Po.

Bénédicte Faivre-Tavignot, Professeur à HEC Paris.

Bénédicte Faivre-Tavignot est diplômée de HEC Paris en 1988 et titulaire d'un doctorat en sciences du management obtenu à l'université de Lyon-3 en 2012. elle a travaillé pendant une quinzaine d'années en tant que consultante, notamment chez Eurequip Group. Elle est actuellement directrice exécutive du Centre *Society & Organizations* (SNO) dont le rôle est d'intégrer l'innovation sociétale et environnementale dans l'enseignement et la recherche à HEC. Bénédicte Faivre-Tavignot a aussi co-fondé le master « Management du développement durable » (2003) ainsi que la chaire « *Social business, entreprise et pauvreté* », en 2009, devenue en 2016 *Movement for Social*Business Impact* (MB*SI).

Lucien Rapp

Lucien Rapp est agrégé de droit public et professeur à l'université Toulouse-Capitole. Il est professeur affilié à HEC Paris et assure la direction scientifique de SIRIUS, chaire d'entreprises créée en 2013 par Airbus, Thalès et le CNES.

Alberto Alemanno

Alberto Alemanno est titulaire depuis 2011 de la chaire Jean Monnet de droit européen à HEC Paris. Il conseille des acteurs institutionnels tels que l'OMC, l'OCDE, ou l'OMS, ainsi que plusieurs associations, comme Amnesty international notamment sur des problématiques relatives au droit de l'Union européenne. Il cherche à encourager de nouvelles voies d'engagement citoyen. En particulier, il dirige The Good Lobby, qui vise à démocratiser le lobbying : cette *civic start up* cherche à mettre en relation des professionnels et des universitaires avec des initiatives sociétales.

Yann Arthus-Bertrand

Yann Arthus Bertrand est un militant écologiste et photographe. Il publie en 1982 *La Terre vue du ciel*, vendu à plus de 4 millions d'exemplaires, rassemblant ses plus belles photographies aériennes. Il dirige depuis 2005 la fondation GoodPlanet qu'il a créée, avec pour ambition de sensibiliser le grand public aux enjeux climatiques. Il est aussi engagé pour le développement des pays du Sud et un réalisateur de films documentaires engagés.

Laurent Cohen-Tanugi

Laurent Cohen-Tanugi est un avocat français, diplômé de l'École normale supérieure, agrégé de lettres modernes et de Sciences Po Paris. Il est aussi passé par la Harvard Law School. Il a été président de la mission interministérielle « L'Europe dans la mondialisation », et est associé fondateur de son propre cabinet. Membre de plusieurs clubs de réflexion, il est vice-président de l'Institut Jacques Delors, et auteur de nombreux ouvrages sur l'État de droit et l'Europe dans la mondialisation. Il est en outre enseignant à Harvard et à Sciences Po.

Nos partenaires

Pour nous accompagner dans notre projet, nous nous sommes entourés de partenaires pour appuyer notre rayonnement et nous conseiller sur divers aspects.

Fondée en 1875, l'Association des Sciences Po est reconnue d'utilité publique. Elle a vocation à regrouper tous les élèves diplômés de l'école et à leur apporter un service qui soit toujours en phase avec leurs attentes et leurs exigences. Sciences Po Alumni compte également le Cercle des Sciences Po qui rassemble les dernières générations de diplômés.

SciencesPo
ALUMNI

Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.sciences-po.asso.fr

Generation Start (GS) est le club des jeunes diplômés d'HEC au sein de l'Association HEC Alumni, fondée en 1883. GS a vocation à accompagner les diplômés d'HEC Paris tout au long de leur vie professionnelle en animant le réseau des 10000 jeunes diplômés dans le monde, en leur offrant des services personnalisés et en organisant des événements de prestige et des rencontres avec des personnalités. L'association s'appuie sur l'engagement bénévole de plus de 1 200 diplômés pour déployer ses initiatives. Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.hecalumni.fr



Contact

Notre initiative vous intéresse ? Vous souhaitez obtenir plus d'informations, nous rejoindre, contribuer à nos travaux ou bien devenir partenaire officiel ? N'hésitez pas à nous contacter.



Alexandre Mancino
Président et fondateur

Courriel : alexandre.mancino@hec.edu

